



ADRESSE A LA NATION DU CHEF DE L'ETAT DE LA TRANSITION

22 Août 2014

Centrafricaines, Centrafricains,

Chers compatriotes,

Les 21, 22 et 23 juillet derniers, le peuple frère du Congo, sous la conduite de Son Excellence le Président Denis SASSOU NGESSO, offrait à notre pays, à travers le Forum de Brazzaville, l'occasion de nous retrouver autour des objectifs de paix, grâce à la signature d'un accord de cessation des hostilités entre nos différents groupes armés.

Au sortir de ce Forum, il y a environ trois semaines, dans le respect des engagements pris à Brazzaville et afin d'impulser une nouvelle dynamique à la Transition, j'ai demandé et obtenu la démission du Premier Ministre André NZAPAYEKE et de son gouvernement pour permettre la mise en place d'une nouvelle équipe afin de prendre en compte les attentes légitimes de nos Forces Vives.

Aussitôt après, dans une démarche participative selon l'esprit qui s'est dégagé dans la capitale congolaise, et surtout dans le but d'obtenir une implication de toutes les composantes sociales et politiques de notre pays, j'ai tout de suite engagé une large consultation auprès de toutes les entités. Ceci, dans l'objectif de composer un gouvernement inclusif comprenant toutes les sensibilités régionales, politiques, sociales et communautaires de la République Centrafricaine, un gouvernement d'ouverture à qui je vais donner mission de préparer et de mettre en œuvre les étapes 1 et 2 relatives à la réconciliation à la base et au Dialogue politique tant souhaité par nos compatriotes, un gouvernement capable de redonner espoir au peuple centrafricain et tracer la voie de la sortie de crise.

Du 6 au 8 août 2014, j'ai reçu les entités représentatives des Forces Vives de la Nation - au total une soixantaine- à qui j'ai présenté les critères devant guider le choix du Premier Ministre et des membres du Gouvernement, en même temps que j'ai demandé à ces entités de me faire leurs propositions. C'est sur la base de ces propositions que j'ai

travaillé en toute objectivité et conscience à la sélection et à la nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Monsieur Mahamat KAMOUN.

Au total, j'avais reçu 10 noms pour le poste de Premier Ministre, 05 répondaient aux critères retenus et 02 sur 05 avaient les meilleurs profils, à savoir Karim MECKASSOUA et Mahamat KAMOUN. Si le choix définitif s'est porté sur ce dernier, je vais vous dire clairement ce qui a milité en sa faveur.

- 1- Dans la situation de division larvée entre Nord et Sud, M. Mahamat KAMOUN est aujourd'hui le symbole même de la symbiose communautaire qui a toujours fait la particularité de notre pays, étant de père musulman et de mère chrétienne.
- 2- A l'encontre des gens arrogants dont le pays n'a pas besoin dans cette période de crise, M.KAMOUN est un modèle d'humilité, ce qui est un atout considérable en ce moment.
- 3- Au moment où il est question de rechercher et de mobiliser les moyens financiers nécessaires au financement de la reconstruction de notre pays, il n'y avait sans doute pas mieux que M. KAMOUN qui est un fin connaisseur des finances publiques et des circuits financiers régionaux et internationaux.
- 4- Devant l'impérieuse nécessité d'entretenir des relations normales avec certains de nos voisins, il n'y avait aussi pas mieux que Mr KAMOUN.
- 5- Pour avoir travaillé avec lui, j'ajoute que c'est un collaborateur dévoué et engagé pour son pays, des qualités dont notre pays a besoin pour ne pas reproduire la même expérience d'une tension permanente à la tête de l'exécutif comme le pays l'a déjà vécu.

Ce choix relevait par ailleurs de mon pouvoir discrétionnaire comme la plupart des entités l'ont clairement souligné lors des consultations. Dans tous les cas, Mr Mahamat KAMOUN est un digne fils du pays et au lieu de le juger négativement dès le départ, il aurait fallu attendre de le juger à la tâche. Sauf à vouloir bloquer le pays qui souffre déjà de nombreuses difficultés, ce que je ne peux pas accepter pour le peuple Centrafricain qui est mon miroir, comme le conseillait sagement le défunt Président Omar BONGO ONDIMBA.

Depuis cette nomination, des réactions et manifestations diverses sont enregistrées dans les médias, sur les réseaux sociaux et au sein de la classe politique. Certains prétendent que le Premier Ministre nommé est rejeté par la population et qu'un nouveau Premier Ministre devrait encore être nommé pour conduire la Transition. D'autres poussent jusqu'à dire que non seulement le Premier Ministre devrait démissionner mais le Chef de

L'Etat que je suis devrait aussi le faire, au risque de déstabiliser une nouvelle fois la transition.

De quoi s'agit-il réellement ? Qu'est-ce que le peuple Centrafricain devrait comprendre de toutes ces agitations au lendemain du forum de Brazzaville et à la veille de la formation d'un nouveau Gouvernement ?

Le peuple Centrafricain endurci par les épreuves de ces trois dernières décennies est devenu mature et sait se faire une opinion, quand on ne lui cache pas la vérité. J'ai le devoir, en tant que Chef de l'Etat d'informer la population centrafricaine sur ces faits graves de nature à compromettre dangereusement l'avenir de notre pays. J'ai en outre pris l'engagement de défendre résolument les intérêts de mon pays. Je ne voudrais donc pas, par mon silence, me rendre complice des actes ou décisions devant sacrifier l'intérêt supérieur de la nation sur l'autel des intérêts égoïstes qui se manifestent.

Mes chers compatriotes,

Vous êtes nombreux à comprendre ce qui se passe derrière toutes ces manipulations, à comprendre la portée de mes décisions et à m'apporter votre soutien. Cependant, certains compatriotes ne ménagent pas leurs efforts pour dresser des obstacles de toute nature à mes actions. Tout a été mis en œuvre pour me fragiliser et déstabiliser la Transition. C'est dans ce cadre que se situent les blocages que tente de nous imposer une catégorie de nos compatriotes qui visiblement ne veulent pas que la Transition arrive à son terme.

Mon choix s'est fait essentiellement dans l'intérêt supérieur de notre pays et il faut donner l'occasion au nouveau Premier Ministre de faire ses preuves. D'autant plus que son mandat est limité dans le temps avec la perspective de l'organisation des consultations populaires et du dialogue politique national dont les résolutions et recommandations devraient fondamentalement reconfigurer le paysage politique national dans trois ou quatre mois.

La majorité de la population qui nous observe ne comprend pas nos tergiversations actuelles, puisqu'il faut en réalité faire avancer la Transition vers les élections libres et démocratiques que le peuple attend avec impatience. Elle ne comprend pas non plus les revendications d'un accord politique préalable à la formation du Gouvernement, ce qui pourtant n'a pas été discuté à Brazzaville. Alors que le gouvernement n'est pas encore formé, il est incompréhensible que certains manifestent déjà des mécontentements.

J'ai donc résolument pris la responsabilité de demander au Premier Ministre Mahamat KAMOUN de former son gouvernement et de le rendre public ce jour.

Dans l'esprit du forum de Brazzaville, je veillerai à ce que le caractère inclusif de ce gouvernement soit respecté, en y incluant les principales entités représentatives des Forces Vives de notre pays, et en mettant un accent sur l'équilibre régional. Cependant, il importe de préciser que tout le monde ne pourra pas entrer dans ce gouvernement. Par contre, il y aura de la place dans les autres structures de l'Etat.

Chers compatriotes,

La crise Centrafricaine a véritablement fait l'objet de l'attention soutenue de la Communauté Internationale. Il y a eu une grande mobilisation de cette communauté internationale au chevet de notre pays et une forte solidarité en notre faveur pour que cette crise prenne fin rapidement.

Cet engagement sans pareil de la communauté internationale et de la médiation internationale est la claire manifestation d'une volonté inébranlable de nous accompagner.

Sans remettre en question les conclusions et décisions prises par la communauté internationale, la République Centrafricaine doit exprimer d'avantage les aspirations profondes du peuple qui a tant souffert.

Nous avons l'obligation de démontrer aux yeux du monde que nous sommes murs et sérieux, que nous savons ce que nous voulons pour aller vers la paix et la reconstruction de notre pays.

Comme j'ai déjà eu à le dire, l'heure est au sursaut patriotique. Il est temps que les Centrafricaines et les Centrafricains prennent leur destinée en mains et participent activement au processus de sortie de crise. Que tous ceux qui croient sincèrement en l'avenir du pays se mettent au travail.

Dans le contexte actuel où les défis à relever sont encore nombreux, le peuple Centrafricain doit prendre conscience que son destin est désormais entre ses mains et qu'il lui appartient de reconstruire son pays dans l'entente et la fraternité.

Chers compatriotes,

Je voudrais vous inviter à plus de vigilance compte tenu de toutes les manipulations qui s'organisent chaque jour pour déstabiliser les Autorités de la Transition et mettre à mal ce qui reste encore de notre souveraineté.

Au moment où les amis de la République Centrafricaine sont prêts à nous aider à nous en sortir durablement, je vous exhorte au calme et à la sérénité. Tous ceux qui ont des revendications à faire valoir, ou qui pensent à un recadrage de la transition en cours

pourront le faire dans le cadre du dialogue politique national qui se tiendra dans les mois à venir. Dans l'immédiat, donnons l'opportunité au gouvernement de se mettre en place et de s'atteler à la préparation de ce rendez vous historique pour le peuple Centrafricain.

Vive la République !